

Pour une hausse généralisée des salaires

27 août 2012 à 19:06

Par **EMMANUEL THIBAUT** Professeur à l'université de Perpignan et chercheur à la Toulouse School of Economics (TSE)

Avec Tobias, héroïne d'une des nouvelles de Woody Allen, le «travailler plus pour gagner plus» n'est qu'un lointain souvenir puisque *«le fait d'avoir été licenciée neuf ans plus tôt ne l'empêchait pas de venir faire le ménage, et les Washburn ne l'appréciaient que davantage depuis qu'ils avaient cessé de lui verser son salaire»*. Un apologue qui doit nous inciter à réfléchir sur le sens des rémunérations et, *in fine*, à militer pour une hausse généralisée des salaires dans notre pays. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit d'éviter que les plus de 6 millions de salariés gagnant moins de 750 euros par mois connaissent un jour un sort similaire à celui de Tobias.

Vouloir faire croire que la mondialisation condamne les salariés des pays riches à baisser leur rémunération, c'est nier que les pays à hauts salaires restent les premiers acteurs du capitalisme. Evoquer la contrainte des déficits budgétaires et/ou d'hypothétiques pertes de compétitivité ou d'emplois pour ne pas augmenter substantiellement les salaires, c'est oublier que des solutions simples et saines existent.

Dans le secteur public, un vrai coup de pouce salarial est souhaitable pour remobiliser des travailleurs inquiets et souvent désabusés. Son financement se fera aisément pour peu qu'on ait enfin le courage de s'attaquer à une exception bien française : l'existence de plus de 500 dérogations fiscales. Des mécanismes astucieux qui permettent aux plus aisés d'entre nous d'accroître leur richesse sans que celle des plus pauvres ne puisse augmenter. Un rapport de l'Inspection des finances évaluait l'an dernier le poids fiscal de ces niches à 104 milliards d'euros et révélait que 53 milliards d'entre eux sont dépensés inutilement. C'est donc tout simplement plus que le montant total des impôts sur le revenu payé par les Français (46 milliards d'euros) qui pourrait être redistribué chaque année !

Dans le secteur privé, le patronat fait lui aussi corps pour bloquer les salaires. Une posture bien étrange de la part de libéraux si friands habituellement des théories schumpetériennes de l'innovation selon lesquelles la croissance économique est un processus de renouvellement constant du tissu industriel devant faire émerger des entreprises toujours plus productives. Nul doute pourtant que la stagnation des salaires empêche la population d'être encore plus qualifiée puisqu'elle décourage la formation professionnelle tout au long de la vie et n'incite pas les jeunes à poursuivre des études. La protection, coûte que coûte, d'emplois dans des industries en déclin entrave elle aussi le bon fonctionnement des processus de destruction créatrice. Rappelons que les pays qui aujourd'hui s'enrichissent sont ceux qui maîtrisent la plus grande part de la valeur ajoutée d'un produit. Priorité doit donc être donnée aux politiques d'investissements (dans les infrastructures, l'éducation ou la santé) susceptibles de créer les emplois capables d'engendrer la croissance qui, elle seule, permettrait de réduire le chômage et les déficits. Il conviendra alors de consacrer une part des gains issus de la croissance à la protection des individus, plutôt que des emplois, sur l'ensemble de leurs parcours professionnels.

Des esprits coquins ne manqueront pas d'exagérer le risque inflationniste lié à une hausse généralisée des salaires. Le moment est pourtant, ne nous y trompons pas, bien choisi pour une telle politique de relance ; nous pouvons en effet profiter à la fois de la rigidité allemande sur l'euro et de la BCE pour juguler une éventuelle inflation. Inflation qui, de toute façon, reste encore le moyen le plus doux et le plus sûr d'effacer des dettes et de provoquer, selon les propres mots de Keynes, *«l'euthanasie des rentiers»*.

Enfin, si l'on tient compte de la situation sanitaire de notre pays, militer pour une hausse généralisée des salaires apparaît comme une évidence. La France occupe en effet le deuxième rang des pays européens consommateurs d'anxiolytiques (après le Portugal) et d'hypnotiques (après la Suède). Or, les études épidémiologiques sont formelles : disposer de faibles revenus, être peu qualifié ou encore être mal logé favorise la survenue ou le maintien de troubles dépressifs. Des marqueurs à prendre au sérieux puisqu'avant de travailler pour les Washburn, Tobias murmurait à l'oreille des chevaux dans un ranch du Texas. Mais elle était entrée en dépression nerveuse le jour où un cheval lui avait répondu, en chuchotant lui aussi. *«Ce qui m'a le plus sidérée, se souvient-elle, c'est qu'il connaissait mon numéro de Sécurité sociale.»*